

GRM 3^{ème} année – 19/12/2009. Section Allemagne Années 1960

Stéphane Pihet, *De l'université Libre à l'Université Critique. Esquisse d'une théorie de la communauté à partir du mouvement étudiant allemand des années soixante.*

Introduction

Puisque nous avons annoncé cette journée introductive sous la forme d'un atelier, ce qui va vous être soumis est une analyse en cours, que je vous présente en l'état. Aussi certaines des formulations employées ou notions introduites appelleront nécessairement à plus de rigueur, voir à des rectifications prochaines. Pour ne citer qu'un exemple. Je vais sans cesse parler du mouvement des étudiants allemands. Or ce qui a été dit depuis ce matin suffit à le comprendre : il n'y a pas *un* mais *des* mouvements, dont il aurait fallu analyser les champs de conflictualité théorique et revendicatif, la façon dont chacun d'eux a pu se penser et être pensé par la conjoncture. C'est cette multiplicité-là, pourtant déterminante, qui sera écrasée par mon propos. Voilà donc avancé, le type de faiblesse.

Pour ce qui me concerne, mon intervention repose sur l'idée d'une nécessaire rectification du titre de notre séance : « *De l'université libre à l'université critique* ». Ce titre énonce maladroitement et faussement la simple idée d'un passage. Or il me semble qu'il s'agit d'autre chose et de bien plus complexe. Ce que je voudrais, c'est déconstruire cette logique du "passage" pour lui trouver *tendanciellement* sa forme dialectique depuis son premier moment, la phase défensive et analytique du mouvement des étudiants allemands de 64 à juin 67. D'où ce sous-titre que j'apporte : Esquisse d'une théorie de la communauté à partir du mouvement étudiant allemand des années soixante.

Cette déconstruction s'opérera par la proposition de trois champs de recherche.

1) Reconsidération des éléments de problématisation pour une analyse des processus de politisation étudiante.

Il m'a semblé intéressant d'indiquer au préalable trois points soulevés lors de notre dernière séance¹ et plus particulièrement pendant notre discussion avec Yves Duroux². Les questions qui y furent abordées continueront d'être pour longtemps les nôtres et relancent celles de notre séance introductive de septembre³.

a) Notre discussion portait sur les difficultés de la transmission du savoir, en prise avec la psychanalyse lacanienne et l'idée du *sujet supposé savoir* tel qu'elle fut pensée et pratiquée par le maoïsme français à la fin des années 60 ; ce qui signifie s'interroger sur la forme d'une organisation possible de la transmission du savoir, qui supposerait de ne plus distinguer la transmission du savoir de celle de l'action, et qui ne prenne pas la forme d'un parti, entraînant les déviations d'une pédagogie et ses effets de place et assujettissement idéologique. Pour le dire autrement : qu'est-ce que c'est qu'organiser un contre-pouvoir ?, question qui passe nécessairement par celle d'une *certaine* pratique d'un savoir dans sa transmission même.

Si nous aurons nous soustraire de toute référence au maoïsme, il me semble que cette question seule, persiste. Elle a été en grande partie celle du mouvement des étudiants

¹ Séance du 5 décembre 2009 du GRM. Andrea Cavazzini, *De l'étude. Théorie du savoir et organisation dans le discours maoïste français*. URL : <http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/AndreaCavazzini5decembre-2.pdf>

² Discussion enregistrée lors de la séance du 5 décembre 2009.

³ Séance du 26 septembre 2009 du GRM. Guillaume Sibertin-Blanc, *Éléments de problématisation pour une analyse des processus de politisation étudiante*. URL : http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_3_Séance_introductiv2.pdf

allemands dans sa recherche d'une pratique du savoir, par l'unité de la théorie et de la pratique, depuis des formes organisationnelles contre institutionnelles. C'est-à-dire, la recherche d'une transmission, comme effet de vérité d'une *effectivité politique de la science* elle-même, redéfinissant par là *l'objet science* et *celui qui la pratique*. C'est cette recherche qui, je crois, travaillera l'un des énoncés les plus revendicatifs et conflictuels du mouvement : inventer une « communauté » réelle « entre enseignants et enseignés »⁴. Communauté, affirmée formellement dans les statuts fondateurs de l'Université libre, mais récusée de fait. Université libre, dont l'autre nom en 1948, était celui d'« université de combat », voulant créer dans Berlin un modèle anticomuniste, sous la tutelle des Alliés, selon les principes formels d'une communauté entre enseignants et enseignés, et donnant droit aux activités politiques au sein de l'université elle-même en transférant en son sein le modèle de la démocratie parlementaire. Réformes qui ne purent ni ne surent se réaliser. Aussi faudrait-il travailler le *sens politique* du rapport à la pratique du savoir contre institutionnel pour agencer une *théorie de la communauté*⁵ d'une force productive « science » et les raisons de l'échec de ces réformes.

Ce qui implique deux commentaires que je présente à l'état de brouillon.

Le premier. C'est par la négation répétée de cette « communauté », par les autorités académiques dès les années 50, que seront identifiés les contradictions et les points faibles des mécanismes du modèle démocratique parlementaire au sein de l'Université. Critique, qui par l'invention de pratiques subversives, changera l'ensemble des rapports institués. Deux dates retiendront mon attention, marquant des effets de seuil dans le processus de politisation de la conscience étudiante et orienteront la suite du mouvement. Deux dates, provoquées *spontanément* par le mouvement lui-même, sous la forme subversive et revendicatrice du *sit-in*, action politique non-violente. Elles amèneront, par une dialectique de politisation collective et subjective, un renversement non seulement dans les rapports antagonistes avec les autorités académiques, mais aussi entre les étudiants eux-mêmes par l'invention de formes d'assemblées nouvelles.

Il s'agit, d'abord, du *sit-in* du 22 juin 1966, semestre de l'application de la réforme des études, où pour la première fois, la base étudiante, sans l'intermédiaire de leurs représentants impuissants au Sénat, exigera la création de comités paritaires pour la réforme des études, forçant les autorités académiques non seulement à se présenter devant leur assemblée, et par là la reconnaître, mais aussi à devoir entendre leur revendication d'un droit de participation directe et publique aux délibérations, comme celui de débats politiques au sein de l'université. Pour la première fois, l'objection étudiante n'était plus formelle, selon le critère abstrait d'une démocratie réelle, mais effective par la pression exercée de la base elle-même, faisant de cette assemblée, une action réelle et auto-déterminée, un corps indépendant, condition d'« une forme nouvelle de discussion publique ». Moyen de pression reconnu, cette action fut aussi politiquement un tournant théorique pour la conscience politique étudiante mettant en débat la fonction même des organes représentatifs au sein du mouvement à l'encontre de la logique formelle de la démocratie parlementaire et de ses limites effectives pour une action réelle. A savoir : soit « les étudiants reçoivent de leurs délégués toutes instructions sur la lutte à mener et n'ont d'autre tâche que d'appuyer ces mêmes délégués, dans les moments critiques, par des

⁴ Statut fondateur de l'Université libre de Berlin de 1948.

⁵ Cette théorie de la communauté me semble pleinement rejoindre les deux interventions de ce matin ; celle de Patrick sur le situationnisme et l'emprise deleuzienne de Marco, qu'il nous faudrait relire depuis la théorie des foyers révolutionnaires du Che et de la théorie de la brèche de Marcuse : « Ainsi la brèche effectuée dans la fausse conscience peut-elle servir de point d'appui (au sens d'Archimède) pour l'émancipation – en un lieu infiniment petit, certes, mais de la prolifération de ces lieux-là, si petits soient-ils, dépend la possibilité d'une transformation du monde », dans *Tolérance répressive*, cité par Dutschke, dans *La révolte des étudiants allemands*, p. 194, 1968, Gallimard.

actions de masses », soit « l'ouverture d'un champ nouveau à l'auto-activité des étudiants »⁶, faisant des organes représentatifs une fonction d'initiatives autonomes du corps étudiant. La preuve par la pratique du 22 juin força les étudiants « *mettre sur pied des formes propres à leur assurer l'indépendance et l'émancipation* », « *qui constituaient une anticipation concrète des rapports universitaires et, au-delà, sociaux, pour lesquels ils luttaien*t »⁷, posant les principes fondateurs de l'université critique de 1967 sur lesquels nous reviendrons.

Mais il y a une seconde date. Un second effet de seuil dans la politisation de la conscience étudiante amenant le conflit intra universitaire à s'étendre à la ville. C'est le *sit-in* du 19 avril 1967, en réponse aux dernières décisions par le recteur (retrait de la subvention versée au parlement étudiant, restriction des droits de manifestations sur la voie publique, augmentation des droits d'inscription aux facultés, liste noire d'étudiants manifestants et sanctions prises à leur rencontre), restreignant toutes formes de liberté au sein de l'université. Non seulement ce *sit-in* marquera la rupture définitive entre les étudiants et le corps professoral, ayant choisi de faire intervenir la police pour la première fois au sein de l'université mais donnera la preuve de l'impuissance de ce régime arbitraire autoritaire contre le mouvement. En faisant valoir l'interdiction rectorale de l'occupation des salles, au nom de l'Etat de droit et du « modèle démocratique de l'université de Berlin », le corps professoral accusa cette action de masse comme une « odieuse tentative d'insubordination », de n'être qu'une « horde brune », « une populace fasciste menant grand tapage », justifiant par là l'intervention policière. Ce qui signifiait politiquement, « tout le contenu antidémocratique de la propagande fasciste contre le communisme »⁸. Deux conséquences alors à retenir : 1. maintenir la juste revendication du principe fondateur de la « communauté entre enseignants et enseignés » contre l'autocratie professorale elle-même, ne pouvant désormais se réaliser qu'*en sortant des cadres fondateurs de la constitution* ayant perdue toute légitimité aux yeux des étudiants. Ce qui décidera des premières formes d'activités extra-institutionnelles, ouvrant « la possibilité d'accéder à une indépendance réelle et une capacité de s'affirmer comme sujet ». 2. Ayant fait intervenir la violence d'Etat au sein de l'université, et par là démontrant une fois de plus la complicité de l'appareil d'Etat et de l'université, les revendications étudiantes ne pouvaient plus être contenues au sein de celle-ci mais devaient être portées dans les rues de la ville.

D'où ce second commentaire, que j'interroge plus que je ne l'affirme, qui devra être notre programme de recherche. Par l'action politique menée au sein de l'université, la mémoire de l'échec, théorique et pratique, du mouvement ouvrier en Allemagne et l'analyse des conditions du Capitalisme avancé, les étudiants ont été amenés à devoir inventer, de façon contre-institutionnelle et extraparlamentaire, une forme de communauté d'avant-garde, qui, pour mener la lutte sur le plan politique, devait se substituer à la forme et la fonction traditionnelle du parti et de la fonction-syndicat⁹. Il s'agit alors d'un autre mode organisationnel, qui doit mener notre analyse au modèle des Soviets et de la théorie des foyers révolutionnaires du Che. Mais cette communauté d'une force productive « science », devait devenir la condition de possibilités d'autres formes de communautés à variables distinctes, se substituant alors *dialectiquement* à la fonction-classe ; l'analyse du Capitalisme avancé et le rôle de l'Etat démontrant que tous les « hommes » *psychologiquement* sont assimilés et qu'aucune classe, fraction ou secteur des classes n'est prédestinée à mener la lutte contre la structure dominante capitaliste. Ce que je vais reprendre en seconde et troisième

⁶ Lefèvre, Richesse et pénurie, dans *La révolte des étudiants allemand*, Paris, Gallimard, 1968, p. 194.

⁷ Wolfgang Lefèvre, Richesse et pénurie, dans *La révolte des étudiants allemand*, p. 301, 1968, Gallimard.

⁸ *Ibid.*, p. 305-306.

⁹ « Parlement, partis et pouvoir exécutif devront, dans ces conditions, se mettre en vacances permanentes puisqu'ils seront superflus dans une communauté où la démocratie directe d'êtres majeurs exercera une coopération solidaire et une aide directe sous la forme de Comités ou Soviets. » Dutschke, *Ecrits politiques*, Paris, Christian Bourgeois, 1968, p. 154.

parties. Point aveugle de toutes difficultés. Cela suppose de repenser depuis le marxisme lui-même, mais selon une déviance des concepts par la déviance même de la conjoncture, une émancipation, dans la reformulation nécessaire : de la question du rapport à l'Etat, de la lutte des classes et d'une dictature du prolétariat¹⁰. Œuvrer à ce que Dutschke nommait un « longue marche à travers les institutions ». Cette « longue marche » ne signifiant pas « miner de l'intérieur », mais construire des lieux de contre-institutions dans les institutions, selon la logique auto-organisationnelle du *grand refus organisé* ; inventer des zones libérées au sein de la société bourgeoise, dont l'université critique en sera l'avant-garde. D'où cette multiplicité de formes envisageables de comités, d'actions, d'enquête, de surveillance, d'association ou de centre d'orientation, balayant potentiellement tout le champ social... Voir de communautés errantes ou déviantes.

C'est pourquoi, cet agencement « communauté » me semble central. Il détermine *un schème constitutif marxiste d'une subjectivité collective révolutionnaire*, ou agencement transformateur, selon des modalités distinctes à étudier : de transfert ou d'identification, d'intensification, d'investissement de lieux ou de leur retrait, émancipatrices des modes d'investissement subjectif du champ social – C'est en cela que l'on a pu parler d'une fonction Tiers-Monde -.

Or une communauté ne pouvant pas être définie préalablement dans sa forme selon la logique de l'auto-détermination et de l'auto-organisation, ni même être subsumée en une unité qui reprendrait la forme parti, il me semble que ce que Guillaume nommait dans la séance introductive « prolétarianisation »¹¹ doit pouvoir s'entendre sous celui de « communauté ». Disons de « communauration ». C'est-à-dire ne désignant pas tant pas une identité collective qu'un *processus*, ou selon ses termes un « vecteur transitionnel qui consiste en une déségmentation du champ social ». Et ce processus de « prolétarianisation », ou « communauration » serait effet de vérité de la critique elle-même – en tant par exemple qu'université critique – à savoir être moins une doctrine qu'une certaine « posture théorique ».

Ce qui m'amène au second point.

b) Il s'appuiera sur une thèse de Yves Duroux, toujours à entendre chez lui depuis le maoïsme et toujours pour nous à entendre d'ailleurs : la transmission d'une science, à elle seule ou par elle-même, ne produit pas de lien social. Si cela est juste, par contre la science est ce qui peut permettre de déconstruire le lien social depuis là où il s'énonce dans ses effets d'assujettissement idéologique de masse. Il s'agira alors de questionner la nécessaire *politisation de la science* à l'encontre de ce qui idéologiquement et historiquement l'institue

¹⁰ Pour simple indication, ce long et dense passage des écrits politiques de Dutschke : « Il faut profondément ébranler l'appareil social de l'Etat, notamment celui de la bureaucratie, de la police, de la justice, des écoles, universités et entreprises, au moyen d'épreuves de plus en plus dures. Le départ de ces réflexions est que la « prise de pouvoir » par un groupe, une clique, ou une classe spécifique n'est plus possible dans la phase actuelle du développement de la société. Les processus de la révolution par le refus organisé se présente comme un effondrement visible et provoqué de toute l'appareil établi. Les masses indépendantes vont reconnaître enfin leurs propres forces comme une puissance sociale et elles vont perdre de plus en plus leur désintéressement politique et leur minorité au cours de ce combat. Dans tous les domaines la mise en place d'une auto-organisation nouvelle et plus humaine doit se développer parallèlement à l'écroulement du système établi des institutions. Le problème de l'organisation est un critère de maturité ou de non-maturité du mouvement ; ce n'est pas un problème technique, mais plutôt le problème fondamental de la révolution qui pose la question ; quelles sont les formes de vie plus heureuses et libérées du pouvoir. L'auto-organisation du camp antiautoritaire dans l'enceinte de l'Université a réellement progressé en créant au sein de l'Université existante une contre-université avec des contre-cours et des séminaires critiques sur la théorie et la pratique du mouvement d'émancipation dans le monde entier. »

¹¹ Séance du 26 septembre 2009 du GRM : Guillaume Sibertin-Blanc, *Eléments de problématisation pour une analyse des processus de politisation étudiante*, art. cit., p. 28.

comme neutralité dans l'université. Ce second point, se tient à cheval entre ce que la séance introductive de septembre avait proposé sous le terme de *minoration*¹² et le troisième point à retenir de notre séance dernière. La *minoration* fut introduite par Guillaume autour du partage du public et du privé. Il nous rappelait que ce qui distingue une minorité d'une majorité n'est pas tant un critère quantitatif, ni seulement une déviance normative. L'essentiel est plutôt que la mesure des conformités et des déviances elle-même soit répartie entre une sphère privée et une sphère publique. Autrement dit, ce qui pour une majorité constituerait des problèmes de la vie privée prend pour les minorités une urgence immédiatement politique. Or, je crois, si l'expression peut être entendue, que ce qui détermine le sens politique de la pratique du savoir dans le mouvement étudiant allemand serait une *minoration de la pratique « science »*, en tant qu'il marquera *son refus d'une forme spécifique de la division du travail, séparant la personne en citoyen privé, en citoyen étudiant et en citoyen politique*. Il s'agira donc de penser la science et ses effets politiques depuis une déségmentation du champ social du privé et du public et de ses assujettissements idéologiques. Il me semble que ce rapport politique à la pratique des savoirs et de ses effets sera quelque chose que l'on retrouvera constamment dans les mouvements étudiants d'après-guerre¹³. Cette revendication d'une pratique politique de la science sera l'expérimentation d'un *autre* rapport à son objet et, en retour, à soi à l'encontre de la pratique majoritaire de la neutralité supposée du scientifique ; *« attitude contemplative du scientifique vis-à-vis de son outil de travail (qui) se reproduit dans son comportement social (et) qui se détermine par la même façon d'accepter et d'affirmer le donné en tant que donnée. L'attitude « réceptive » sans raison critique par rapport aux puissances sociales (...) a pu être responsable de la barbarie qui s'affirmait derrière la façade du progrès technique social et dont la forme institutionnalisée était en dernier lieu le national-socialisme »*¹⁴. Cette *minoration de la pratique des savoirs* impliquerait alors de modifier l'orientation et les objectifs de la science majoritaire, en prise avec la production, l'amenant à transformer une technologie assujettissante en une technologie de la libération, permettant de *réaliser des choix réels parmi les possibles qu'elle nous offrirait*, de « réaliser des formes d'un univers humain d'où seraient exclus le labeur et l'exploitation »¹⁵.

c) Or ces deux points en appel un troisième, celui maoïste de la dé-subjectivation du moi par l'effet de la transmission. Disons alors pour ce qui nous concerne d'une déprise du soi comme processus *éducatif* d'une subjectivation subversive, comme effet de cette recherche constante d'une unité de la théorie et de la pratique, « une éducation par l'action » et constitutif des communautés à venir. Ce qui signifie une politisation de la conscience étudiante et de la masse.

Or, c'est ce point qui me semble être le plus difficile à appréhender dans ses conséquences. C'est pourquoi à l'état d'ébauche qui est le nôtre, il me semble préférable pour l'instant de parler de processus *éducatif* de subjectivation subversive – même si l'expression reste insatisfaisante - plutôt que de processus de subjectivation révolutionnaire, au sens où nous ne

¹² Séance du 26 septembre 2009 du GRM : Guillaume Sibertin-Blanc, *Éléments de problématisation pour une analyse des processus de politisation étudiante*, art. cit., p. 30.

¹³ « Refusons aussi la division de la science et de l'idéologie, la plus pernicieuse de toutes puisqu'elle est secrétée par nous-mêmes. Nous ne voulons pas plus être gouvernés passivement par les lois de la science que par celles de l'économie ou les impératifs de la technique. La science est un art dont l'originalité est d'avoir des applications possibles hors d'elle-même. Elle ne peut cependant être normative que pour elle-même. Refusons son impérialisme mystifiant, caution de tous les abus et reculs, y compris en son sein, et remplaçons-la par un choix réel parmi les possibles qu'elle nous offre ». (Cité par Marcuse dans *Vers la libération*, extrait de *Quelle Université ? Quelle société ?*, Textes réunis par le Centre de regroupement des informations universitaires, Paris, éditions du Seuil, 1968, p. 148).

¹⁴ O Negt, « Die Zerstörung der deutsche Universität », *Neue Kritik* 1, mars 1960.

¹⁵ Marcuse, *Vers la libération*, Denoël/Gauthier, 1969, p. 43.

pouvons parler d'une révolution mais bel et bien d'une révolte du mouvement étudiant. Cette distinction révolution/révolte n'est en rien formelle. Au contraire, de façon très concrète, et selon les facteurs objectifs du Capitalisme avancé, elle appelle d'elle-même à reprendre et courber le concept marxiste de « dialectique matérialiste ». Et ce sera très précisément cela que nous aurons à reprendre en troisième partie.

Donc théorie de la communauté ou « communauration », minoration de la pratique des sciences, processus éducatif de subjectivation subversive, ce sont ces trois points qu'il nous faudra aborder et qui reprennent notre séance introductive : dialectique de la reproduction, dialectique de la politisation, dialectique de subjectivation, *mais* – à retenir – mettant en branle une dialectique *déviante* nous permettant de comprendre cette rupture plus qu'un passage d'une université dite « libre » à celle critique. Dialectique que Marcuse abordera et théoriserà dans un court texte, « Sur le concept de négation dans la dialectique » qui date de 66, prononcé lors d'un congrès Hegel à Prague et publié en 67. Article qui fera l'objet de ma troisième partie. Au préalable, pour comprendre cette « déviance » nécessaire d'une dialectique matérialiste, il faut comprendre la « déviance » de la conjoncture elle-même, déterminée par les conditions du Capitalisme avancé, objet de lutte au sein de l'université.

2) Agencement théorique et effectivité politique : les formes déclarées d'un fascisme post-fasciste. Eléments d'une analyse concrète.

Je ne peux, ni ne veux d'ailleurs reprendre l'histoire de l'université allemande d'avant et d'après guerre. De même, mon propos ne sera pas de questionner ce que signifie le terme de liberté, sous la formule d'une « Université libre », parce que ce sens nous ne pouvons le comprendre que depuis là où il s'énonce, c'est-à-dire depuis ses contradictions déterminées par le Capitalisme puis le Capitalisme avancé¹⁶.

Ce que j'ai plutôt tenté, c'est de partir des réformes universitaires de 1963. Comprendre, ce qui tendanciellement s'y énonçait, pour le mouvement étudiant, en les analysant depuis le fascisme historique. Et par là, selon les facteurs objectifs du Capitalisme avancé, se déterminer subjectivement pour une pratique contre-institutionnelle du savoir. C'est-à-dire inventer une force productive « science », qui travaillera à une nouvelle forme de communauté universitaire d'avant-garde permettant « *aux hommes de trouver dans les sciences la dimension de la pratique sociale grâce à laquelle ils pourront échapper définitivement à l'oppression* »¹⁷. Ce mouvement de subjectivation aux prises avec les facteurs objectifs du Capitalisme avancé, je l'ai nommé dialectique déviante. Si cette question sera à approfondir dans nos prochaines séances, je ne peux que *tendanciellement* l'indiquer.

En 1963, face à la crise de l'université (latente depuis 1945) et sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement de la CDU chargea une commission scientifique – constituée de professeurs, de députés et de représentants de l'industrie, et donc à l'encontre des fondements de 48 en l'absence de toute représentation étudiante et sans considération pour toutes les propositions de réformes développées entre 60 à 62 - à mettre en place une

¹⁶ Je le résumerai alors celle-ci que depuis un discours prononcé en 1958 par Kuby : « *Une fois de plus nous sommes réunis dans cette salle au cœur de Berlin, en lieu qu'on appelle « Université libre ». Dois-je vous faire remarquer ce qui sans doute vous est déjà apparu, à savoir que ce nom recouvre pas mal de choses qui n'ont rien à voir avec la liberté. Seule une situation propice à la polémique permet de cacher le fait que les mots « Université libre » dissimulent un lien, intérieurement antithétique avec l'autre Université, l'Université non libre qui se trouve de l'autre côté de la porte de Brandebourg, liaison qui, à mon avis, n'est guère compatible avec la mission scientifique et pédagogique d'une université* », cité par Uwe Bergmann, « En guise d'introduction », dans *La révolte des étudiants allemands*, Paris, Gallimard, 1968, p. 27-28.

¹⁷ Wolfgang Lefèvre, *ibid.*, p. 316.

réforme quant à la réorganisation et la restructuration des universités allemandes. Réforme qui deviendra, de fait, effective dans les semestres 1966. Cette réforme se formulera essentiellement en trois points : 1) ouverture des universités sur un nombre maximum d'étudiants avec une rationalisation du temps d'étude limité à 4 ans et radiation obligatoire en cas d'échec à l'examen 2) orientation des contenus des études vers des disciplines en prise sur la production 3) création de nouvelles universités techniques.

Deux questions se posent alors, parmi toutes celles que le détail exigerait : pourquoi de telles réformes ? Pourquoi soudainement un tel intérêt du gouvernement pour la crise de l'université ? Si ce n'est le bouleversement conjecturel du milieu des années soixante. Années qui marquent la fin de la phase d'expansion d'après-guerre et le début de la stagnation économique. Conjoncture qui force l'Allemagne, pour se maintenir à un niveau économique concurrentiel et pour s'adapter au niveau technologique mondial, à former une main d'œuvre qualifiée, dont l'université est lieu privilégié.

Or, nous le montrerons lors des séances prochaines, chacune de ses orientations provoquera un mouvement de contestation *politique* des étudiants, quant au procès de subjectivation qu'elles déterminent matériellement et idéologiquement. Ils comprirent que cette « réforme des études » n'était, économiquement, rien d'autre que « réformer les étudiants » eux-mêmes, réduits à qui l'accepterait « à l'état d'objets consommés par le capital »¹⁸. C'est-à-dire faisant de l'université le lieu de reproduction de l'assujettissement aux rapports idéologiques. Réaliser ces réformes, c'est faire de l'étudiant une force productive « science » planifiée jusque dans sa conscience, intériorisant le temps de sa formation parcellaire, les valeurs dominantes de la société, selon les principes de rendement et de hiérarchie sociale. Mot d'ordre résumé : il ne tient qu'à vous de devenir l'élite. C'est-à-dire ravalier l'Université au rang d' « entreprise », faisant d'elle un facteur intégré de la production mais tout autant un facteur de consolidation politique par une dépolitisation des consciences. Tendre à faire du lieu et de la recherche universitaires institutionnellement et idéologiquement, un espace et un temps apolitique dans cette dialectique de politisation/dépolitisation face aux revendications étudiantes ; « *Ainsi l'université s'est-elle vu ravalier au rang de fournisseur de connaissances, indifférent à la mise en valeur sociale de ce savoir, au rang de simple facteur de la production, alors que sa dimension lui permet de contribuer à l'autodétermination lucide des hommes. De même que la possibilité de déterminer la fonction de la science est enlevée à tous les intéressés, de même l'Université reproduit en son sein cette division du travail même où elle est sujet et les autres objets. Sous les pressions conjuguées de la bureaucratie ministérielle et des organismes employeurs, elle a entrepris une remise en ordre de l'enseignement tendant à faire ingurgiter aux étudiants un savoir « prêt-à-porter » et à leur imposer tant des plans d'études préconçus que toute le rituel irrationnel des examens.* »¹⁹

L'accepter, *sans sortir du cadre institutionnel* – point qui sera l'effet de seuil du mouvement comme posant les conditions à la fois de possibilité et de limite des contestations et du savoir lui-même, évoquées précédemment -, c'est rejouer le risque pour *la seconde fois*, de voir l'université se compromettre dans une soumission aveuglée au pouvoir. C'est-à-dire, selon des conditions déterminées distinctes mais dialectiquement identiques, commettre la même faute que celle commise trente ans plus tôt sous le troisième Reich²⁰. Cette mémoire

¹⁸ *Ibid.*, p. 264.

¹⁹ *Ibid.*, p. 311.

²⁰ « Celui qui fait ses études aujourd'hui dans une université allemande doit savoir qu'il les fait dans une université endommagée. La trahison de cette Université, sa capitulation doit intéresser quiconque a affaire avec elle (...). L'Université ne s'est pas encore penchée sur la question de sa trahison (...). D'une façon significative, elle ne l'a pas fait de son propre chef, elle a dû y être contrainte. Contrainte par les étudiants pour lesquels

sera la raison fondatrice de l'université critique ; ne pas permettre que l'histoire se répète afin « que l'université ne se rende pas coupable une seconde fois d'avoir laissé sombrer la démocratie et déshumaniser la société ». Cela suppose de mettre en place « un processus d'auto-éducation » en menant des actions qui soient « tant la réponse théorique et pratique aux tendances politiques qui menacent de détruire la deuxième démocratie allemande »²¹. Or faire de la critique de ce passé les conditions de connaissance du présent, c'est comprendre que « contrairement à l'idée admise aujourd'hui, le régime fasciste, loin de tenir à une politisation de la science, ne souhaitait rien tant qu'une science apolitique ».

Aussi, analyser l'université comme lieu des contradictions et effets des savoirs intégrés à la logique sociale du Capitalisme avancé, et la nécessité théorique d'en analyser les conditions sociales concrètes, amènera le mouvement à se penser depuis sa propre histoire, et comprendre les raisons de la faillite de l'université allemande sous le *fascisme historique*. Autrement dit, la question de la réforme du savoir doit se poser depuis cette première : celle de l'histoire *politique* de la science. Car comprendre ce passé-là, c'est en faire dialectiquement l'effet de vérité politique de la crise et de ses risques présents non seulement au sein de l'université mais aussi comme condition d'une critique sociale.

Ce qui signifie alors deux choses : 1 - Arriver à une vision d'ensemble du fascisme, dans ses diverses formes possibles, historiques et actuelles, en les mettant en corrélation avec les rapports de production capitaliste passés et présent. Selon la formule d'Hochheimer, « *qui ne dit mot du capitalisme consent au fascisme* ». A savoir, analyser le fascisme comme participant au processus de l'adaptation permanente de l'Etat bourgeois aux conditions sans cesse changeantes de la reproduction capitaliste. Il s'agira alors pour le mouvement étudiant de poser la question de la continuité et de la discontinuité du fascisme dans la société contemporaine en recherchant « quelles contradictions se manifestent entre la valorisation du capital et la qualification scientifique et sous quelle forme l'Etat s'apprête à les faire »²². Et par là, selon les possibilités de tactique différenciée au regard de ce qui a été et de ce qui est, cerner les conditions objectives de la lutte au sein du Capitalisme avancé en analysant « les mécanismes de notre société qui entravent (l')évolution objectivement possible et qui en même temps pérennisent le statut quo dans la conscience des hommes (...) » ; en trouvant « les contradictions et les points faibles de ces mécanismes qui pourraient en même temps livrer des points de départ pour une pratique sociale sensée »²³. C'est-à-dire enfin, comprendre que les affrontements au sein de l'université « étaient la réponse à des contradictions qui ne se manifestaient pas seulement dans leur monde isolé », amenant les étudiants « à déduire de leur revendication le caractère social global de leurs affrontements. »²⁴

D'où la nécessité à la fois de faire reconnaître et de maintenir une politisation de la pratique des savoirs au sein de l'université, et donc une politisation de la conscience étudiante, et de clarifier, hors université, les tendances politiques autoritaires par l'analyse des mécanismes du lien irrationnel et idéologique des masses à l'autorité. Tels seront les principes fondateurs de l'université critique fondée le 1^{er} novembre 1967, reprenant les revendications du 22 juin 66 : « 1. Critique permanente de l'enseignement supérieur et réforme réelle des études ; 2. Accroissement et intensification de la *praxis* politique, au moyen de l'analyse et de la critique, et au travers tant de centres d'action nés spontanément ou de groupements

l'Université était devenue suspecte (...). Pour les étudiants, les questions sur l'attitude des universités avant et après 1933 seront des questions sur leur propre situation », H. Häussermann, FU-Spiegel, Janvier 66.

²¹ Extrait du tract de résolution de l'assemblée extraordinaire du *Kovent* du 5 juin 1967, repris par Lefèvre, *ibid.*, p. 313.

²² Lefèvre, *ibid.*, p. 260.

²³ E. Lenk, *Neue Kritik*, 13, mai 62.

²⁴ Lefèvre, *Ibid.*, 297.

constitués, que des organes représentatifs des étudiants ; 3. Préparation des étudiants à la pratique scientifique et socio-politique dans leurs emplois à venir et soutien de tout intellectuel contestataire. »²⁵.

C'est pourquoi, l'Université critique sera moins perçue par les étudiants comme un modèle d'université démocratique, que comme un modèle d'action de la réalisation du socialisme. Lieu « de la négation socialiste de la société bourgeoise », elle travaillera à l'analyse critique de ce qui incarne idéologiquement cette société bourgeoise : le Journal *Springer*, faisant de la contre université, le lieu d'une contre interpellation. Car de même que les mouvements contestataires, par leurs actions provocatrices, révélèrent la forme irrationnelle de l'autorité²⁶ au sein et hors de l'université, de même « les attaques de la presse *Springer* avait rendu évident le caractère totalitaire de la République fédérale d'un fascisme postfasciste, révélé à Berlin par la terreur policière déclarée »²⁷.

Si cette analyse est à mener, pour l'instant, c'est depuis cet appareil d'Etat *fasciste postfasciste* selon l'expression de Rabehl, que je voudrais introduire mon dernier point.

3. Interpellation et contre-interpellation du marxisme dans le champ théorico-pratique marxiste : la nécessaire rectification.

Je voudrais conclure cette intervention par la question la plus délicate, évoquée dans ma première partie à savoir celle d'une dialectique déviante. Je ne voudrais ici que l'indiquer en m'appuyant sur un article de Marcuse. Et cet article est d'autant plus intéressant pour notre groupe que c'est a priori la seule fois où il fait une référence directe, bien que très évasive, à Althusser pour s'y opposer. Opposition qui porte sur le débat, en France de la dialectique matérialiste depuis la publication de son *Pour Marx*. Un second texte pourrait ici nous aider reprenant cette question pour la radicaliser : *la Fin de l'Utopie*. Je n'abordais pas la confrontation elle-même Althusser/Marcuse, non seulement parce qu'elle supposerait une confrontation savante de texte à texte, mais aussi, pour le dire franchement, parce que Marcuse n'est pas très regardant sur son exigence conceptuelle et n'apporte rien de nouveau sur ce qui a été reproché à Althusser. J'abordais donc cet article pour lui-même.

La thèse de Marcuse est que les concepts originels marxistes ne peuvent plus ni penser ni définir les conditions ou facteurs objectifs du Capitalisme avancé, à vouloir maintenir la dialectique marxiste depuis Hegel. Ils ne peuvent plus penser l'époque au sens où nous assistons à une « suspension de la dialectique de la négativité »²⁸, alors que la dialectique supposerait que les forces négatives se développent à l'intérieur d'un système antagonique déterminé. Ce qui ne signifie rien d'autre que ceci : l'absentement du prolétariat. Je posais à l'instant cette hypothèse : comprendre les réformes universitaires dans leur contenu réel

²⁵ Bergmann, *ibid.*, p. 65.

²⁶ « Les jets de tomates et d'œufs ont sans doute un caractère quelque peu irrationnel. Il ne s'agit pas cependant de voir dans l'exercice de la violence une fin en soi – ce qui est caractéristique de l'irrationalité fasciste -, mais de rendre sensible, par des gestes surréalistes et provocateurs, l'irrationalité d'une société qui tient pour nul et non avenu le langage de la raison politique et la voix de l'humanité (...). Mais il y a autre chose encore. L'impuissance même qui s'exprime en caricature de violence, sous formes d'œufs et de tomates, met au défi cet appareil répressif qui se donne des airs tolérants. Et quand on le voit laisser tomber laors les formes de la démocratie et de la légalité pour en venir sans ménagement « au fait », et même à des déchainements de violence, ces gestes d'irrationalité provocatrices font incomparablement plus pour la clarification politique que les plus belles discussion de réunion publique ». Extrait de la brochure *De l'université libre à l'université critique, Histoire de la crise à l'Université libre de Berlin*, cité par Dutschke, « De l'antisémitisme à l'anticommunisme », dans *La révolte des étudiants allemands*, Paris, Gallimard, 1968, p. 152.

²⁷ Rabehl, « Du mouvement antiautoritaire à l'opposition socialiste », dans *La révolte des étudiants allemands*, *op. cit.*, p. 367.

²⁸ Marcuse, « Sur le concept de négation dans la dialectique », dans *Pour une théorie critique de la société*, Denoël/Gonthier, 1971, p. 211.

politique, c'était devoir comprendre, depuis le fascisme historique, les formes nouvelles d'une société fasciste postfasciste. C'est de cela dont il s'agit. Par l'inépuisable mise en place de stabilisateurs institutionnels économiques, sociaux et idéologiques, si la classe ouvrière dans le Capitalisme avancé est objectivement opprimée, elle n'en ressent plus l'oppression du fait de son intégration sociale. Autrement dit, par son assujettissement idéologique, le prolétariat ne fait plus l'expérience d'une conscience de la répression. Le matérialisme marxiste, en ce sens, aurait sous-estimé les forces d'intégration et de cohésion qui se manifestent dans le Capitalisme avancé, transformant les forces négatives en forces positives qui reproduisent l'ordre établi au lieu de le briser, puisque : « *nous ne combattons pas une société qui fait la preuve qu'elle ne fonctionne pas. Nous ne combattons pas une société en voie de désintégration. Nous combattons une société qui fonctionne extraordinairement bien, et – qui plus est – nous combattons une société qui a réussi à éliminer la pauvreté et la misère dans une proportion que les stades précédents du capitalisme n'avaient jamais atteinte. Quand on pense comme moi dialectiquement, il est désagréable de se dire : il faut aussi considérer l'autre face de la chose, car il ne s'agit pas de l'autre face, mais bien d'une partie du même côté* »²⁹.

Penser *dialectiquement*, et en tant que *marxiste* selon Marcuse, doit alors non seulement courber mais encore radicaliser les concepts de *négativité de la négation* et de la *totalité*, en tant que la totalité antagonique ne peut plus, dans le contexte d'une formation sociale *post-fasciste* et *mondiale*, être niée ou abolie de l'extérieur. Il s'agit alors désormais de *faire affleurer le règne de la liberté dans le règne de la nécessité*, impliquant un « déplacement de l'opposition », un « transfert de rôle des organisations ouvrières à des minorités militantes » comme l'effet de développement interne de la société. Cette nécessaire « déviation » théorique ne fait que refléter ce développement.

Autrement dit, tout est dans le « système », mais sur un autre axe, celui désormais des *facteurs subjectifs*. D'où la nécessité de s'interroger en ces termes : « comment, et dans quelles conditions, le facteur subjectif peut-il s'insérer dans le processus historique en tant que facteur objectif ? »³⁰. Pour Marcuse, il n'est pas donc plus nécessaire de sortir des conditions économiques existantes, l'opposition intérieur/extérieur ayant perdu toute validité. Les forces agissantes « extérieures » sont elles-mêmes le produit du « système ». Elles n'en sortiront que pour autant qu'elles sont au dedans. Mais cela suppose alors *dialectiquement*, de penser non plus sous les concepts de continuité historique, ou de progrès, mais sous les concepts déviants de la *rupture* et de la *différence*. Soit l'activation d'une dimension « biologique » de l'existence humaine, la transformation des « besoins vitaux ». Penser dialectiquement depuis les « fondements biologiques du socialisme »³¹, objet de notre prochaine séance.

La question devient alors celle-ci. Comment ce qui est théorisé par Marcuse interpelle le mouvement étudiant allemand lui-même ? ou pour le dire autrement ; si nous pouvons retrouver dans les écrits de circonstances des étudiants un tel appareil conceptuel « déviant » théorisé - voir Dutschke³², par exemple -, il me semble, que c'est la conjoncture elle-même et

²⁹ Marcuse, *Fin de l'Utopie*.

³⁰ Dutschke, *ibid.*, p. 150.

³¹ Cf. Marcuse, *Vers la libération*, Paris, Denoël/Gonthier, voir les chapitres II et III, 1969.

³² A cette seule exception, ce passage de Dutschke : « Aujourd'hui, ce ne n'est pas une théorie abstraite de l'Histoire qui nous unit ; c'est au contraire le dégoût existentiel d'une société qui se perd en bavardages sur la liberté, tout réprimant par des moyens tant subtils que violents les aspirations et les besoins immédiats des individus et l'émancipation socio-économique des peuples en lutte. Cette *dialectique, radicale* parce qu'elle concerne tous les hommes, cette dialectique du sentiment et de l'émotion (Marcuse), et dont la théorie est l'expression devenue consciente, nous soude donc les uns les autres, plus fortement que jamais, face à la société

la pratique qui, tendanciellement, les ont forcés à penser autrement l'interpellation des concepts marxistes, les menant alors sourdement à cette dialectique. La pratique serait donc effet de vérité de la théorie, ou penser la conjoncture, c'est être autant pris que partie prenante de celle-ci depuis ces effets interpellants.

Un dernier exemple.

L'une des séquences qui, pour moi, travaille en creux cette dialectique marxiste-marcusienne aux prises avec la conjoncture, c'est la scission qui s'opère entre le SDS/Berlin et le SDS/ Frankfurt à la veille du premier Congrès Vietnam en mai 66 et qui fait suite au discours de clarification de Dutschke du 13 février sur l'affaire dite « des affiches » et de la profanation de la Maison de l'Amérique sur laquelle avaient été lancés des œufs. Ce passage est déterminant *en tant qu'il montre les effets contre-interpellants des concepts marxistes eux-mêmes à vouloir les employer pour leur seule autorité et rendant aveugle ou impossible toute prise effective sur la conjoncture elle-même. Bref qu'être marxiste au nom des concepts même ne suffit pas à savoir agir dialectiquement de façon marxiste-révolutionnaire.*

Rabehl nous en donne cette description précise : « *L'opération des Affiches fut donc accueillie dans la SDS par une critique hystérique que ne fut d'ailleurs qu'un feu de paille et ne fut pas l'acte constructif d'une fraction qui auraient poursuivi des buts politiques. En citant ce que disait Marx en 1853, les « contre » croyaient avoir donné une juste appréciation de l'action des activistes : « Au lieu d'avoir une vision critique, la minorité a une vision dogmatique, une vision idéaliste au lieu d'une vision matérialiste. Pour elle, la volonté pure devient le moteur de la révolution et non la situation réelle. Tandis que nous disons aux travailleurs : vous aurez à faire dix, vingt, cinquante ans de guerre civile et de lutte populaire non seulement pour changer la situation mais aussi pour vous changer vous-mêmes et vous qualifier pour le pouvoir politique, vous dites au contraire : il faut que nous ayons le pouvoir dès maintenant ou alors autant aller nous coucher »*³³.

Tout le débat, on le comprend, portera sur la question de la primauté de la théorie sur l'action ou au contraire sur la recherche de leur unité aux prises avec les fondements marxistes. Mais ce débat en appelle un second qui me semble déterminant : celui de la détermination de la conjoncture elle-même qui force à la nécessaire rectification théorique et qui n'est autre que l'effectivité critique du marxisme, une théorie de la révolution. C'est précisément cette interpellation rectificante de la conjoncture qui, pour le mouvement antiautoritaire, faisant défaut au groupe SDS/Frankfort ; « *Ils commirent la veille erreur que Marx critiquait déjà chez Proudhon : ils ne suivirent pas l'évolution historique des rapports de production mais reprirent les catégories et les dogmes économiques tout faits que les théoriciens socialistes des différentes périodes historiques de l'évolution capitaliste avaient élaborés et laissés derrière eux. Les idées des différents théoriciens ne furent pas conçues comme des articulations stratégiques d'une situation historique donnée mais transformées en éléments autonomes d'une « logique révolutionnaire ». On citait les théoriciens socialistes non pour définir avec précision la valeur historique de leurs déclarations et de leurs idées mais comme produits de remplacement pour son propre travail empirique »*³⁴. Point de critique qui appellera en dernière séance l'étude de la mémoire des luttes ouvrières dans le mouvement des étudiants allemands ; mémoire déviante faisant sortir de leurs gonds les concepts marxistes autant que la pratique subversive. Rectifier, en quelque sorte et si je puis dire, la rectification opérée par Marx après la Commune de 1871.

étatisée autoritaire, permet l'action unie des antiautoritaires et *cela sans programme de parti comme sans prétention à un monopole* », (nous soulignons), Dutschke, *ibid.*, p. 198

³³ W.F. Haug au cours de l'un des débats du SDS à la suite de l'opération Affiches, cité par Rabehl, *Ibid.*, p. 345.

³⁴ Rabehl, *Ibid.* p. 346.

Conclusion

Me suis-je écarté du propos annoncé : questionner les conditions de possibilité d'une université critique ? Je ne pense pas. Si par contre je ne l'ai pas abordée, empiriquement, dans ses agencements pratiques – modalités des groupes de recherche, type d'enquêtes, rapport de l'Université au peuple, etc. -, c'est parce qu'il m'a semblé que la question de la critique devait d'abord être entendue comme *une posture théorique* et que cette posture individuelle et collective ne pouvait prendre conscience d'elle-même que par l'effet d'une dialectique interpellante.

Une dernière question. J'ai souligné à plusieurs reprises la nécessité d'une réappropriation « déviante » des concepts marxistes. Pouvons-nous définir cette université critique comme *lieu d'expérimentation marxiste du marxisme critique*. J'en fais l'hypothèse, décentrant le marxisme dans le marxisme rappelant que « *l'impossibilité de définir une classe révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés ne signifie pas que le marxisme soit devenu une utopie. Les agents sociaux de la transformation, et c'est du Marx orthodoxe, se forment seulement dans le processus même de la transformation, et l'on ne peut pas toujours compter avec une situation dans laquelle ces forces révolutionnaires commencent. Il existe en revanche, à mon avis, un critère valable : c'est quand les forces matérielles et intellectuelles capables de réaliser la transformation sont techniquement présentes, bien que leur utilisation rationnelle soit empêchée par l'organisation existante des forces productives* »³⁵.

³⁵ Marcuse, *Fin de l'Utopie*, p. 9-10.